

«Mais quelle est donc la nature de votre système économique ?»

(Un collègue économiste turc)

Question bien embarrassante qui m'a tout de même rappelé un conseil des ministres qui s'est tenu il y a quelque temps et durant lequel dans une intervention clôturant l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour, le président de la République Abdelaziz Bouteflika s'est essayé à une définition de l'économie de marché... version algérienne.

L'examen de cette définition n'est pas sans intérêt car il éclaire — sans les justifier bien évidemment — sur les tâtonnements, les vagues-hésitations de nos policy-makers en charge des affaires économiques. L'exercice auquel nous nous livrons dans cette chronique pourrait aussi intéresser les analystes de l'économie algérienne ainsi que les opérateurs économiques nationaux et étrangers qui n'abandonnent pas de tenter quelque lecture de l'orientation économique du pays. Enfin, mon collègue économiste turc trouvera peut-être ici, à défaut de réponse à sa question, quelques éléments de réflexion qui donnent tout son sens à son interrogation.

«L'économie de marché (...) ne saurait être un libéralisme sauvage ou une économie de spéculation et de rente», commence par dire le président de la République. Ainsi, l'économie de marché que veut donc le président pour l'Algérie doit être une économie de production et non une économie de rente et de spéculation. Bonne orientation mais force est de constater, hélas, que jusqu'à aujourd'hui notre économie est bien une économie de rente et que la production, l'effort productif, la productivité ne sont pas encore les mots d'ordre, et encore moins des

faits réels, des acteurs de l'économie. Le président précisait : «L'économie de marché ne saurait être un libéralisme sauvage.» Le président sous-entend donc par cette affirmation que l'économie de marché a ses règles, ses règlements : c'est une économie régulée où l'Etat doit constamment veiller à corriger les imperfections du marché et surtout à pallier la myopie de celui-ci. Sur ce plan-là aussi, nous assistons, peut-être par crainte d'un libéralisme sauvage, à un excès d'interventionnisme de l'Etat qui fausse les mécanismes de marché et qui empêche celui-ci d'assurer une allocation efficace des ressources. Cette observation est d'ailleurs confirmée par Bouteflika lorsqu'il dit : «L'économie de marché se bâtit avec le concours de toutes les énergies nationales, qu'il s'agisse de l'Etat qui doit inciter, soutenir et favoriser l'outil national (...).»

Arrêtons-nous là un instant. Les rédacteurs de l'intervention du président lui font préciser ici que l'économie de marché (en Algérie) est une économie où l'Etat incite, soutient, favorise l'outil de production national. Ces rédacteurs semblent oublier que si l'Etat favorise l'outil de production national et le soutient, il fausse la concurrence qui est l'âme de l'économie de marché. L'Etat supprime, en agissant de la sorte, ce que les économistes appellent les contraintes d'efficacité, c'est-à-dire toutes ces contraintes qui pèsent sur l'entreprise et qui l'obligent à être efficace, performante, compétitive au risque de périr. Quand l'Etat protège l'entreprise et la favorise, il la couve, lui assure un marché et lui évite tout calcul

économique, tout effort de performance, toute prise de risque calculé de gestion. Si l'Etat doit soutenir et favoriser l'entreprise nationale, c'est son droit et c'est peut-être même utile dans le cas de l'économie algérienne qui en est encore, hélas, à la phase d'apprentissage, mais alors qu'il déclare ajourner pour un temps, c'est-à-dire reporter à plus tard, la mise en place de l'économie de marché, et ce, jusqu'à consolidation de l'outil de production national. Et encore, une telle option serait-elle tenable dans le contexte actuel d'une économie mondialisée, concurrentielle et vivant de compétition ?! Bouteflika poursuivait «(...) les opérateurs ne sauraient prétendre à la protection de la médiocrité (dans notre économie de marché)». Nous sommes là en pleine ambivalence : l'Etat favorise l'outil de production national et le soutient mais dans le même temps il «ne saurait protéger la médiocrité». Comment diable pourrait-il faire les deux. Les entreprises qui ne sont pas médiocres n'ont aucunement besoin de protection et celles qui le sont, n'ont pas besoin de la protection de l'Etat ! Ici aussi, ceux qui font parler le président ne semblent pas comprendre que seule la concurrence, la compétition, la sanction du marché rendent les entreprises performantes et «non médiocres» ou bien alors il faut affirmer que nous ne voulons pas pour l'instant d'une économie de marché... «dans les règles de l'art», car l'économie de marché est ou n'est pas, tout comme on ne peut dire d'une femme qu'elle est plus ou moins enceinte. Elle l'est ou ne l'est pas !

Dans le communiqué du

Conseil des ministres, le président poursuit à propos de la conception algérienne de l'économie de marché : (dans l'économie de marché) : «Les travailleurs doivent réaliser que leur bien-être social et la pérennité de leurs emplois passent par les gains de productivité, dans le respect de leurs droits sociaux légitimes.» Cette affirmation soulève deux gros problèmes : les gains de productivité sont certes indispensables au progrès économique mais ils ne se décrètent pas : ils se construisent. Comment les réaliser, par quels mécanismes, dans le cadre de quelle organisation efficace du travail ? Apparaît ici le rôle de l'entrepreneur, et surtout le rôle du système économique en place.

Ce ne sont pas les travailleurs, seuls, par eux-mêmes, qui décident d'obtenir une meilleure productivité. Ils sont, bien sûr, concernés mais il y a aussi ce que les économistes appellent «les facteurs coopérants» et ce que chez nous on appelle «l'environnement de l'entreprise» qui jouent un rôle important dans la détermination de la productivité. Le second problème soulevé par cette affirmation a trait aux «droits sociaux légitimes des travailleurs». Quels sont ces droits sociaux légitimes ? Comment les lister ? Où placer le curseur ? Ces droits sont-ils historiques, valables en tout temps et quelle que soit la situation de l'économie nationale ?... Comment les assurer ?

Finalement ce passage du communiqué du Conseil des ministres relatif à l'approche officielle de l'économie de marché en Algérie est révélateur du bien-fondé et de la nécessité urgente



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

du débat qu'il y a lieu de tenir chez nous sur le projet économique national. Où en est aujourd'hui l'économie de notre pays ? Quelle organisation économique doit-on mettre en place ? Quels objectifs doit-on poursuivre sur les dix années à venir ?

Des questions qui doivent certainement tarauder aussi ceux qui sont aux affaires et qui ne doivent pas être mises sous le tapis. On ne peut pas progresser dans la construction de notre nouveau régime de croissance si on ne définit pas clairement le système économique dont on veut doter le pays.

Cette observation qu'on ne cesse de répéter jusqu'à lassitude et que certains peuvent considérer comme banale et sans grand intérêt, est pourtant à prendre sérieusement en considération si l'on veut vraiment progresser. Le pragmatisme, l'esprit pratique que ne cesse de louer le Premier ministre ne doivent pas être confondus avec l'empirisme, le tâtonnement, les va-et-vient car «quand on ne sait vers quel port on se dirige, aucun vent n'est le bon».

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Avec les salutations distinguées des Compagnons d'Expertise !

Génial ! On a déjà la police du métro. On a déjà les conducteurs du métro. On a déjà le ticket du métro. On a même déjà le prix du ticket de métro. Alors, kess ki noumank ?

Le métro, bien sûr !

Je suis sur les dents ! Cela fait bien trois heures pleines que je cherche, que je fouille, que je tourne et retourne, que je chamboule, que je tripatouille, rien ! Pas trace de ce communiqué ! Pourtant, je suis sûr qu'il est quelque part. Il ne peut en être autrement. J'ai lu et relu tout mon jeu de journaux, gros tirages et grosses têtes confondus, sans succès. J'ai allumé radios et télévisions en même temps, bredouille ! J'ai demandé aux voisins, leurs yeux vides m'ont vite édifié. Ils n'étaient au courant de rien. Vous pensez qu'à ce niveau de vaines recherches, je devrais renoncer ? Que nenni ! Je suis tenace et je m'accroche comme un morpion. Je vais finir par le dénicher, mon communiqué. Un bon gros communiqué de plusieurs feuillets rédigé avec une encre bien grasse et qui vous laisse les doigts noirs après lecture. De quel communiqué je veux parler ? Mais celui qu'a dû faire Hassan Hattab sur la dernière grève d'Air Algérie et sur les négociations en cours entre les PNC, leur direction et le ministère des Transports, pardi ! Hattab ne peut pas ne pas réagir à un sujet de cette importance. Que vaudrait alors le débat national si H'sissen ne se prononçait pas sur cette grève d'Air Algérie, hein, je vous le demande ? Lui peut nous éclairer vraiment sur les enjeux économiques

de ce débrayage et sur les perspectives d'avenir pour le transport aérien public. Je suis sûr qu'il peut nous indiquer des pistes nouvelles, des voies jusque-là insoupçonnées pour un règlement plus rapide de ce genre de conflits. Je trouve d'ailleurs que nous ne faisons pas assez appel à des compétences comme celles de Hassan Hattab et d'autres experts hautement qualifiés qui ne s'expriment finalement qu'en de trop rares occasions. Heureusement que l'autre jour, un collègue à H'sissen, tout aussi expert que lui, a donné son avis sur la justice algérienne, sur les mécanismes de la grâce présidentielle, sur la marge de manœuvre du chef de l'Etat, sur l'écriture de l'histoire de l'Algérie ces quinze dernières années ou encore sur la nécessité ou pas pour le gouvernement de reconduire l'option «viande indienne» pour ce Ramadan 2011. Personnellement, j'ai hautement apprécié cette contribution de Madani Mezrag. Sa tenue. Sa texture. Son racé. Sa robe. Son velouté. Son caractère. Son retour boisé. Sa rondeur en bouche. Sa teneur en tanin. Son retour légèrement fruité, sans agressivité. Son impétuosité délicatement contenue par des accents presque insoupçonnés de fraises des bois. Un régal que cette contribution de Mezrag. Vous comprendrez alors que je m'étonnasse de ne point trouver trace aujourd'hui d'un texte similaire sinon meilleur de son compagnon d'expertise, Hassan Hattab. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.